

seguir México de la intervencion *pedida* [1]; pero lo juzgamos superfluo, porque ¿quién puede desconocerlos? . . . Todos quedan completamente espresados, con solo decir: que las potencias aliadas cuidarán de que México, despues de organizarse como mejor le plazca, *segun su plena y absoluta voluntad*, asegure su porvenir y sea lo que hoy *no es*, una nacion libre, independiente, fuerte y respetable, digna de ocupar entre las demas naciones cultas el lugar que le destina el cielo: y ¿no es esto lo que *todo buen mexicano* debe desear á su patria?

Este artículo debia haberse publicado hace dias, pero la tardanza que ha sufrido su publicacion ha sido favorable en gran manera á nuestro intento; pues por una parte los periódicos extranjeros han venido á confirmar lo que decimos, tocante á la resolucion en que están ya las potencias aliadas, de ejercer su intervencion en la República Mexicana; y por otra, los nuevos trastornos civiles que actualmente estamos presenciando, y que siguen atropellándose de un modo verdaderamente espantoso, sin que pueda preverse á dónde irán á parar, son la mejor prueba y el desengaño mas palpable de que la intervencion europea es la única tabla de salvacion que nos queda. No hay remedio; rotos ya entre los mexicanos los vínculos de la obediencia y del respeto á la autoridad; acostumbrado un número considerable de individuos á buscar en la rebelion misma la impunidad de la infraccion de las leyes, y los medios de derrocar á cada gobierno que aparece, y de arrebatarse unos á otros el poder, se acabó el cuerpo social, *se acabó la nacion*, y queda solamente un conjunto de hombres divididos en dos clases, una de víctimas y otra de verdugos. Siendo tal, por desgracia, el estado en que hoy se halla la nacion mexicana, ¿qué esperanza podrá concebirse de encontrar en su seno el remedio? Aun cuando llegara á establecerse un gobierno justo, morigerado, y merecedor de la confianza general ¿qué seguridad podria tener de hallar en la obediencia, en la lealtad, en el respeto, la fuerza moral que necesita todo gobierno para ejercer el poder en beneficio de la sociedad? Y sin esta fuerza moral ¿podria fiarse tan solo en la fuerza física? . . . Hé aquí, pues, el beneficio de la intervencion europea. Como ésta *no se entromete*, segun ya hemos dicho, á imponer su voluntad, sino únicamente á hacer firme, estable y útil, la de la nacion intervenida; luego que esta misma nacion haya aboptado las instituciones que le convengan, cuidará la intervencion de que queden establecidas, de tal modo que no dependan del capricho, ó del interes, ó de la audacia de ningun partido. Entonces, desapareciendo la anarquía, el Presidente de la República Mexicana será verdadero gefe de una nacion; la personificacion de un principio sagrado y venerable; el gobierno de ella será un verdadero gobierno; sus Dignatarios, Magistrados y Funcionarios públicos serán objeto de veneracion y de respeto; su ejército será verdadero apoyo y defensa de sus instituciones, de sus libertades y de sus derechos; en una palabra, la República Mexicana tendrá entonces lo que no tiene hoy, esto es, *libertad y poder*, porque el poder es el principio de la libertad, y sin él no hay que esperar mas que la anarquía: la intervencion de las potencias aliadas hará que desaparezca ésta y que la sustituya el principio de la autoridad, sin el cual, sólidamente establecido en las instituciones y en la opinion pública, es imposible una sociedad republicana. Las potencias aliadas están interesadas en salvar á México de su ruina y en hacer que sea una nacion fuerte y respetable: anticipémonos, pues, á pedirles que no nos retarden tan inmenso beneficio; y la gloria eterna que de él debe resultar, dividase entre las naciones que lo conceden, y la que ha tenido la virtud, la energia y la grandeza necesarias para impetrarlo.

[1] Damos grande importancia á la palabra *pedida*, porque con esta especie de intervencion se librará México de ciertos sacrificios, ó cuando menos de ciertas condiciones que necesariamente se imponen en el caso de intervencion *forzosa*, por suponer ésta siempre la existencia de causas incompatibles con el bienestar de las potencias interventoras, y aun resistencia de parte de la intervenida.

Señor Presidente Don A. Fischer

## MÉMOIRE

ADRESSÉ PAR ANGEL ADRIEN DE LIZARDI

A

SON EXCELLENCE

# LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE S. M.

L'EMPEREUR NAPOLEÓN III.

el n

MEXICO.—DÉCEMBRE 1866.



A Son Excellence Monsieur Drouyn de Lhuys, Ministre des  
Affaires Etrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français,  
&c., &c., &c.

Monsieur le Ministre,

“Engagé dans une affaire où se trouvent compromis ma fortune et mon honneur, en butte aux violentes attaques d'adversaires influents et menacé de devenir la victime de procédés arbitraires et illégaux; après avoir d'ailleurs sollicité l'intervention de la Légation de France où, au lieu d'une protection prompte et efficace, je n'ai trouvé jusqu'ici qu'un appui insuffisant; je viens m'adresser directement à Votre Excellence, encouragé par la justice de ma demande et par l'accueil que lui assure ma qualité de Français.

“Né à Paris en 1839 et devenu sujet français par l'accomplissement des prescriptions légales, je perdis mon père en 1842. Ma mère, appelée en sa qualité de tutrice, à recueillir en mon nom, la succession paternelle, quitta Paris et partit en m'enmenant avec elle pour le Mexique en 1854. Elle y mourut l'année suivante.

“Les fonctions de tuteur furent alors dévolues à mon oncle paternel, D. Manuel Julian de Lizardi, qui continua à en assumer la responsabi-



lité, bien qu'il confiât plus tard l'administration de ma fortune à D. Pedro Valle, mon beau-frère et associé-gérant de sa maison.

"Depuis lors, je n'ai cessé d'habiter avec mon oncle, recevant chez lui les soins de l'éducation et tout ce dont j'avais besoin.

"J'arrivai ainsi à l'âge de vingt-cinq ans sans qu'il eût jamais été question entre nous de la reddition des comptes de tutelle; mais une pareille situation ne pouvait durer toujours: je formai le projet de m'établir et lui en fis part il y a environ vingt mois.

"C'est à partir de ce moment que commence pour moi une série de mauvais traitements, de vexations et d'avaries de tout genre.

"Un acte solennel m'appelant à gérer désormais mes propres affaires, et entraînant comme conséquence immédiate un règlement de comptes, ne pouvait manquer en effet, de soulever une violente opposition de la part d'un homme qui avait géré jusque-là et sans contrôle aucun, une fortune d'au moins quatre millions de francs et qui, s'appuyant sur une position pécuniaire considérable et des relations étroites avec tout ce qu'il y a de plus influent dans la société mexicaine, se sentait capable de tout oser impunément.

"Si l'on considère, d'un autre côté, le peu de garanties qu'offrent aux justiciables des juges amovibles, dépendant du caprice de leurs chefs, appelés à décider les questions les plus graves sur des pièces écrites, dans la solitude du cabinet et pour ainsi dire à huis-clos; et par suite, la facilité avec laquelle de pareils magistrats doivent se laisser circonvenir et gagner par des solliciteurs puissants; on comprendra facilement le parti que Lizardi et Valle pouvaient tirer d'une organisation aussi défectueuse et les intrigues criminelles qui devaient imprimer à cette affaire la déplorable tournure qu'elle a prise.

"Afin de mieux repousser toute idée de règlement de comptes, après avoir essayé tous les moyens en leur pouvoir, ils m'intentèrent un procès en interdiction.

"Avant d'entrer dans les détails de la procédure infâme à laquelle donna lieu cette malencontreuse affaire, je dois protester devant Votre Excellence qu'étant français j'ai droit au bénéfice de l'article 3 du Code Napoléon ainsi conçu: 3<sup>ème</sup> paragraphe *"les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français même résidant en pays étranger."*

"Dès lors, pour tout ce qui a trait à l'interdiction, les lois de mon pays me sont seules applicables, dans les limites étroites où se trouve renfermée cette matière exceptionnelle. Malheureusement, les choses se passèrent tout autrement, et en présence d'une violation flagrante du droit dont j'étais victime, je dus user du recours qui m'était offert: je m'adressai à la Légation. Là, malgré mes protestations réitérées, malgré la marche révoltante de la Justice mexicaine, je Vous le répète, Monsieur le Ministre, je n'ai obtenu qu'un appui incomplet et inefficace; ce qui me dé-

termine à recourir aujourd'hui à Votre Excellence; et pour qu'elle puisse bien apprécier la gravité des faits, je viens lui en exposer le récit qui suffira à mettre en relief le rôle coupable de mes persécuteurs, les lâches complaisances de la Justice du pays: la part en un mot que chacun a prise dans cette machination tramée par deux hommes qui, abusant de leur position et se laissant aveugler par des prétentions ridicules, ont formé le plan de garder ma fortune indéfiniment en leur pouvoir; et dont les menées, si elles venaient à aboutir, auraient tôt ou tard pour résultat ma spoliation et ma ruine.

"Quand mon oncle et son associé connurent mes projets de mariage, ils imaginèrent tout d'abord de prétendues affaires commerciales dans le Nord du Mexique et me dépêchèrent à quatre cents lieues de la capitale, espérant probablement à l'aide des distractions et des péripéties d'un long voyage, avoir promptement raison de mon inclination. Ils me donnèrent soit-disant pour compagnon de route, mais réellement pour geolier, Ig<sup>o</sup> Ibarrondo leur commis, homme dévoué corps et âme à leurs intérêts et de qui, pour cette raison, j'avais tout à craindre; en effet, j'eus à souffrir de lui tous les maux imaginables; il me priva de toute espèce de ressource, et finit par m'abandonner malade et sans aucun secours dans un village à l'extrême frontière de ce pays, où, sans l'assistance charitable de personnes inconnues, j'aurais infailliblement succombé au plus affreux dénûment. Je dus à un hasard providentiel d'avoir pu échapper tout à la fois à la maladie, à la misère et au plus cruel abandon, dans une contrée sans cesse en proie aux incursions des indiens sauvages et au brigandage des guerrillas, dans des bourgades privées de relations commerciales, et où le nom de la maison Lizardi n'étant pas connu, ne pouvait m'aider à me procurer de l'argent.

"Bref, je parvins à gager le Texas et je revins à Mexico en avril dernier; plus que jamais, je dus songer à me soustraire à un joug devenu désormais insupportable.

"Désireux d'en finir à tout prix, j'abandonnai la maison de mon oncle pour pouvoir me consacrer entièrement à mon projet de mariage.

"Je m'adressai à la Légation pour obtenir qu'il fût procédé aux publications, la femme que j'allais épouser étant également française; je m'adressai également à l'Archevêque de Mexico pour obtenir une dispense de bans, et le prélat voulut même intervenir officieusement auprès de mon oncle, se faisant fort d'obtenir son acquiescement. J'approuvai cette démarche et y donnai mon assentiment; les choses me paraissaient donc en bonne voie et je croyais que ma famille renoncerait à une opposition qui n'avait pas de raison d'être, quand je sus de Mgr. l'Archevêque lui-même que D. Manuel Lizardi refusait hautement de donner son approbation, prétextant l'incapacité où je me trouvais, selon lui, de conduire moi-même mes propres affaires.



“Mais, quel ne fut pas mon étonnement, lorsque je lus quelques jours après dans les journaux un avis judiciaire du 3<sup>e</sup> juge du civil”, contenant un arrêt d’interdiction provisoire rendu contre moi sur la demande de quelques individus de ma famille, sans que j’eusse été entendu †.

(Testo español.)

\* A pedimento del Sr. Lic. D. Francisco de P. Tabera, en los autos que sigue en representación de los Sres. D. Francisco, D. Miguel G. de Lizardi y la Sra. D<sup>a</sup> Concepción de Lizardi de Valle, sobre que se provea de curador al Sr. D. Anjel de Lizardi por prodigalidad é incapacidad mental, ha mandado el Sr. juez 3<sup>o</sup> de lo civil, Lic. D. José María Cordero, se haga saber al público que los contratos que se celebren con el espresado Sr. D. Anjel Lizardi, durante el periodo del negocio espresado, quedan sujetos á calificación, y que por lo mismo serán declarados nulos si se decreta el nombramiento de curador por incapacidad mental.

México, Agosto 11 de 1865.—Lic. Nestor Montes, escribano de diligencias.

† Sr. Juez 3<sup>o</sup> de lo civil.—Francisco, Miguel G. de Lizardi y D<sup>a</sup> Concepción Lizardi del Valle, ante V., como mejor en derecho proceda y salvas las protestas oportunas, decimos: que tenemos un hermano llamado D. Anjel, joven, que aunque ya mayor de edad, y no obstante la esmerada educación que se ha procurado darle, no muestra aún la solidez de juicio necesaria para manejarse convenientemente en los asuntos de la vida, como lo comprobarán los hechos que se refieren en el adjunto interrogatorio y el examen que pedimos hagan de él los médicos de mejor nota en la Ciudad; que es un joven sin juicio y sin discreción. lo demuestra el hecho de que acabamos de tener conocimiento, y es el de haber pretendido contratar su enlace matrimonial salvando todas las consideraciones debidas entre gentes de una buena sociedad. Sin aviso previo á nuestro tío, á quien todos respetamos como padre, por haber hecho estos oficios y por los muchos beneficios que le debemos, ni á nosotros; sin consultar con persona prudente y, puede decirse, de una manera oculta, ha practicado las diligencias correspondientes para celebrar el matrimonio que afortunadamente no ha celebrado todavía, pues nuestro deber y nuestro afecto fraternal hácia él nos compelen á oponernos á su enlace, por considerarlo legalmente inhábil para contraerlo.

Cuanto necesita para los usos de la vida lo tiene superabundantemente, con lo que le suministra nuestro tío; y sin embargo, él gasta fuertes cantidades, mes por mes, en fruslerías y niñadas. Si su prodigalidad viniera, por desgracia, de ser dado á los vicios, sería explicable en un hombre cuerdo, pero viniendo de niñerías como decimos, dá mérito á reputarle como proveniente de falta de juicio.

Las leyes han proveído á estos casos, ordenando que con las formalidades necesarias, los jueces atiendan á impedir estos males proveyendo de curador á la persona que de tal modo se conduce; y nosotros, deseosos del bienestar de nuestro hermano, ocurrimos á V. implorando su noble oficio en favor de él, con tanta mas razón cuando sin necesidad ha procedido á estender su poder jurídico á favor del Sr. Lic. D. Víctor J. Martínez, persona á quien no conocemos y á quien sabemos apenas conoce él mismo; y sin atacar en nada su reputación, no nos parece conveniente ni racional que ponga en manos de un extraño el manejo de sus bienes, y tanto mas cuanto que no hay motivo para el nombramiento de dicho apoderado, segun él mismo nos ha referido al revocar el poder: por tanto,

A V. aplicamos que se sirva mandar se nos reciba la información que promovemos; y entrantanto, por vía de providencia precautoria y provisional, se pase atento oficio al Ilmo. Sr. Arzobispo ó á su vicario general, instruyéndole de esta nuestra solicitud, para que entretanto se resuelva en ella lo que sea justo, se sirva suspender cualesquiera dili-

“Le juge Cordero qui avait rendu cet arrêt, avait en même temps communiqué à la première autorité ecclésiastique la demande en interdiction, l’engageant à différer la célébration de mon mariage jusqu’à ce que la question fût définitivement résolue; j’appris en effet que le mariage religieux allait être suspendu.

(Traduction littéraire.)

A la requête du sieur François de P. Tavera avocat, dans le procès qu’il poursuit comme fondé de pouvoir des Sieurs François, Michel G. de Lizardi et Dame Conception Lizardi del Valle, afin que le sieur Anjel de Lizardi soit pourvu d’un curateur, le troisième juge civil, Licencié José María Cordero, a ordonné que l’on fasse savoir au public que tout contrat célébré par le dit Sieur Anjel de Lizardi, pendant la durée du procès, sera sujet à qualification et déclaré nul, si on lui nomme définitivement un curateur pour cause d’incapacité.

México, le 11 août 1865.—Signé—Lic. Nestor Montes, greffier.

\* M. le 3<sup>e</sup> Juge civil,

Nous soussignés, François, Michel G. de Lizardi et Dame Conception Lizardi del Valle, comparaisant par devant Vous, conformément à la loi et sauf les protestations de droit, déclarons que nous avons un frère nommé Anjel, jeune homme qui, bien que déjà majeur et malgré l’éducation qu’il a reçue, ne semble pas encore doué de tout le jugement nécessaire pour se conduire comme il faut dans les affaires de la vie, comme nous le prouverons par une information testimoniale et par l’examen que nous demandons que fassent de sa personne les médecins les plus en vogue à Mexico.

Le fait que nous venons d’apprendre démontre que c’est un jeune homme sans jugement: il prétend se marier sans tenir compte des égards que l’on se doit entre gens bien élevés, sans prendre l’agrément préalable de notre oncle que nous regardons tous comme un père, parce qu’il nous en a toujours servi et parce qu’il nous comble de bienfaits; sans prendre non plus notre conseil ni celui d’aucune autre personne prudente: il a tout préparé presque clandestinement pour la célébration de son mariage, qui heureusement n’a pas encore eu lieu.

Or notre devoir aussi bien que notre affection fraternelle nous obligent à nous opposer à une union que nous le croyons inhabile à contracter légalement.

Notre oncle lui fournit tout ce dont il a besoin et au-delà; et cependant il dépense encore de grosses sommes en enfantillages et en bagatelles.

Si cette prodigalité provenait de ce qu’il fût malheureusement enclin aux vices, elle serait du moins explicable dans un homme de bon sens; mais comme elle ne s’applique qu’à des enfantillages, comme nous venons de dire, on doit y voir une preuve d’absence de jugement.

Les lois ont prévu de semblables cas. Elles prescrivent que les juges empêchent ces sortes de maux en nommant un curateur à l’individu qui se conduit de cette façon.

Et nous, désireux comme nous le sommes d’assurer le bonheur de notre frère, nous venons implorer aujourd’hui votre noble office en sa faveur; attendu surtout que sans nécessité aucune il a passé procuration au Licencié Victor J. Martínez, personne que nous ne connaissons pas et que nous croyons peu connue de lui. Sans attaquer la réputation de M. Martínez, il ne nous semble ni convenable ni rationnel que notre frère mette dans des mains étrangères l’administration de sa fortune, bien plus quand la dite procuration n’a pas de raison d’être, comme il nous l’a lui-même avoué il y a peu de jours en la révoquant.

En conséquence, nous vous prions, M. le Juge, de vouloir bien ordonner l’admission de l’information testimoniale que nous offrons et qu’en attendant et par voie de simple me-



«Semblable communication fut faite à M. le Consul de France qui, me fit savoir *«qu'il la regardait comme non avenue, et qu'il était décidé à passer outre en donnant suite aux publications déjà commencées, niant absolument la compétence du juge et la juridiction des tribunaux mexicains dans une affaire de cette nature.»*

«D'ailleurs le juge Cordero, soit que ce fût l'effet de l'ignorance ou le résultat de la corruption, avait violé de la manière la plus flagrante les lois mêmes du Mexique en omettant de me faire citer à son tribunal au moment de recevoir la déposition des témoins dont les noms seuls étaient une cause de récusation. Mes accusateurs avaient pris soin, en effet, de faire comparaître des créatures à eux, et sur la complaisance desquelles ils pouvaient aveuglément compter.

«Ainsi, sans m'entendre, sans même me connaître personnellement, un juge mexicain prononçait contre moi un arrêt d'interdiction qui était non seulement en principe, une violation manifeste du droit, mais en fait, une atteinte des plus graves portée à mon crédit, à mon honneur et à ma personne.

«En vain mon avocat présenta au juge une opposition écrite, renfermant une protestation énergique contre l'illégalité de son arrêt, dont il lui demandait la révocation.

«Il lui fut signifié en réponse, toujours par la voie des journaux qu'il eût à s'abstenir désormais de continuer ma défense; on lui déclarait que la procuration qu'il tenait de moi était nulle.\*

«Je dus alors forcément me plaindre au Représentant de l'Empereur, d'un attentat judiciaire qui prenait de telles proportions, et je remis à

(Testo español.)

gencias matrimoniales que haya iniciado nuestro respectivo hermano: es justicia que juremos, etc.

México, Agosto 4 de 1865.—F. Lizardi.—M. de Lizardi del Valle.—M. G. de Lizardi.—Lic. Francisco de P. Tavera.

México, Agosto 5 de 1865.—Recíbase la información que se ofrece y librese el oficio que se pide, con la calidad que se ofrece y para el objeto indicado.—Lo proveyó el Sr. Juez 3º de lo civil, D. José María Cordero, y firmó.—Doy fé.—Frmado.—Cordero.—Isas y Bustamante.

\* A solicitud de los Sres. D. Francisco, D. Miguel G. y Dª Concepcion Lizardi, ha mandado el Sr. juez 3º de letras de lo civil D. José María Cordero, se notifique al Lic. D. Victor Martinez, no haga uso del poder que nuevamente le confirió D. Anjel Lizardi y que cualquier contrato que celebre, ó acto que ejerza, será nulo y sujeto á la calificación del juzgado, y que además la espresada providencia se publique por los periódicos.

México, Agosto 14 de 1865.—Lic. Nestor Montes.

M. le Chancelier les exemplaires des journaux qui avaient inséré ces deux publications, en le priant de vouloir bien appeler d'une manière particulière l'attention de M. le Ministre sur ce qui se passait à mon égard. J'en reçus l'assurance que ma démarche allait être prise en sérieuse considération.

«Cependant, poursuivant la réalisation de mon mariage, et dans l'impossibilité d'arriver à une solution immédiate par l'intermédiaire du Consul, faute des actes de décès des aïeux de ma future et de celui de mon père, pièces dont on exigeait la présentation, je me résolus à poursuivre auprès de l'Archevêque la conclusion du mariage religieux qui eut enfin lieu le 13 août.

«Mes adversaires présentèrent alors une demande en nullité, et pour cela, ils eurent recours au ministère du sieur François de P. Tavera. Cet homme qui occupait la place de Sous-secrétaire d'Etat au Département de la Justice et que sa position ainsi que les lois du pays écartaient naturellement de ces débats vulgaires, qui n'avait pas craint de paraître comme simple avocat dans le procès en interdiction, abusant ainsi de l'influence qu'il devait infailliblement exercer sur des juges dont la nomination dépendait de lui, se chargea de cette nouvelle démarche auprès du tribunal ecclésiastique.

«Cette demande en nullité fut plus tard rejetée et le mariage déclaré

(Traduction littérale.)

sure préventive et provisoire, vous fassiez parvenir à Mgr l'archevêque ou à son grand vicaire une communication qui l'instruise de notre présente pétition afin qu'il suspende jusqu'à résolution définitive tout acte préparatoire du mariage de notre susdit frère. C'est justice que nous demandons sous serment, etc.

México, le 4 août 1865.—Signé.—F. de Lizardi.—M. G. de Lizardi.—Concepcion Lizardi del Valle.—F. de P. Tavera, avocat.

ARRET.—Mexico, le 5 août 1865.—J'ordonne que l'information soit reçue et que la communication requise soit passée à l'autorité ecclésiastique pour les fins indiquées.

Ainsi décrété et ordonné par M. le troisième juge civil, Licencié José María Cordero, signé et paraphé de sa main, dont acte.—Signé:—Cordero.—Signé.—Nicolas Isas y Bustamante, secrétaire.

A la demande des Sieurs François, Michel et Dame Conception Lizardi del Valle, le troisième juge civil, Licencié José María Cordero, a ordonné qu'il soit notifié au Licencié Victor Martinez, qu'il ait à s'abstenir de faire usage de la procuration que lui a dernièrement passée D. Anjel de Lizardi, tout contrat ou tout acte célébré par lui sera nul et de nulle valeur et sujet à qualification. Ce que le juge a décrété en ordonnant en outre la publication du présent avis.

México, le 14 août 1865.—Signé—Lic. Nestor Montes, greffier.

Tous les journaux de la Capitale reproduisirent de semblables infamies durant six semaines consécutives, sans qu'il ait été en mon pouvoir d'y mettre empêchement.



valide: de plus le sieur Tavera, à cause précisément de son intervention dans cette affaire, se vit forcé de donner sa démission. \*

Les choses en étaient là, quand le 17 août des agents du juge Cordero m'appréhendèrent au corps au sortir de ma demeure et me conduisirent de force à son tribunal; là, en présence d'un public composé de toute sorte de gens, il m'accabla d'outrages, me traitant comme le dernier des misérables, me menaçant de m'enfermer à l'hôpital des fous et me déclarant en fin de compte que j'étais son prisonnier; il me conduisit ensuite personnellement, sans autre forme de procès, escorté de ses subalternes, chez un de mes accusateurs, dans la maison duquel je fus séquestré pour être ainsi tenu à sa disposition, sous peine, si je tentais de m'évader, d'être définitivement enfermé dans une maison de fous. Vainement j'invoquai ma qualité de Français, il en fit un sujet de dérision.

Le lendemain, cinq médecins que je reconnus être la plupart des médecins à gages de la maison Lizardi, se présentèrent par ordre du même

\* Dans le Journal L'ERE NOUVELLE du vendredi 29 septembre nous trouvons l'article suivant:

« On annonce que Mr. Tavera a cessé, depuis le 16 courant, d'être sous-secrétaire du ministère de la Justice. La part qu'il aurait prise, comme avocat et fondé de pouvoirs d'une puissante maison de Mexico, à une grave affaire judiciaire qui a récemment fait grand bruit, ne serait pas étrangère à cette décision de l'Empereur. On donne de plus comme probable la destitution du juge impliqué dans la même affaire.

« Ces déterminations honorent le gouvernement. L'administration de la justice a trop besoin d'être activement surveillée, pour qu'on la laisse livrée aux abus qui l'ont viciée et deshonorée trop longtemps. Les avocats qui occupent des positions élevées dans le gouvernement doivent, ou y renoncer, ou abandonner l'exercice de leur profession. On ne peut pas servir deux maîtres à la fois, ni faire les affaires du pays en même temps que celles de ses clients. La pression qu'un haut fonctionnaire exerce sur les autres avocats, sur les juges, sur tous ses subalternes, détruit l'égalité devant la loi, au profit de ceux dont il embrasse la cause. C'est un abus d'influence qui ne saurait être permis.

« Mr. Tavera n'est pas, au surplus, le seul qui se trouve dans ce cas; en approuvant la mesure qui l'atteint, nous devons exprimer le vœu qu'elle s'étende à tous les autres. »

Après avoir rendu compte de la retraite de M. Tavera d'après le journal officiel, L'ERE NOUVELLE du 30 septembre ajoute:

« L'incompatibilité qui a amené la retraite de M. Tavera devrait, nous le répétons, s'étendre à tous les avocats qui occupent un emploi quelconque dans le gouvernement. »

juge pour examiner mon état intellectuel. Leurs rapports où apparaît évidemment une complaisance servile, furent connus de moi quelque temps après; ils y déclaraient que bien que jouissant de toutes mes facultés mentales et habile à contracter mariage, je ne pouvais administrer moi-même ma fortune.

« Doit-on répondre sérieusement à de telles inepties, et signaler de pareilles contradictions n'est-ce pas en faire ressortir l'énormité? »

« Cette humiliante situation ne pouvait être acceptée, je m'enfuis le soir même de la maison qui me servait de prison.

« Instruit de reste, des conciliabules qui se tenaient sous prétexte de conseil de famille, j'avais mille raisons de craindre que, maître de ma personne, on ne se portât à quelque nouvel attentat; un enlèvement violent, une disparition nocturne pouvaient être des moyens trop faciles de se débarrasser de moi. Enfin, de la part de gens qui avaient su si bien pratiquer la séquestration judiciaire, à quoi ne devais-je pas m'attendre? »

« Je mis dès lors ma personne sous la protection de M. le Ministre de France qui me témoigna sa surprise de ce qui s'était passé, et m'assura qu'à l'avenir il ne serait plus attenté à ma liberté.

« Le jour suivant, 19 août, je lui remis une plainte suffisamment détaillée relativement à tout ce qui m'était arrivé, protestant énergiquement contre tous les abus d'autorité dont je venais d'être victime et appelant sérieusement son attention sur l'incompétence du juge, ainsi que sur la violation de mes droits par suite d'un emprisonnement sans motif, demandant la destitution des agents qui avaient pris part à cette affaire, le priant de faire apporter un terme à tant d'abus.

« Je présentai sans plus tarder au juge une pétition motivée, tant sur l'illégalité de ce qui avait été fait que sur son incompétence dans la question; je terminais en le récusant formellement. Loin de faire droit à ma demande, il la passa à l'avocat Tavera, représentant des poursuivants, pour que réponse y fût faite.

« Le 22 août, je fis part à la Légation de ce nouvel incident, appelant son attention sur l'insistance inqualifiable du juge Cordero à vouloir poursuivre cette affaire, quand la loi mexicaine elle-même dispose que toute partie poursuivie civilement peut récuser un juge sans en énoncer le motif. Ici, non seulement je le récusais, mais encore je déclinais sa juridiction et cependant il continuait sa procédure: j'émettais le vœu que M. le Ministre voulût bien élever à la connaissance de l'Empereur la part qu'avaient prise dans toute cette affaire son Sous-Secrétaire d'Etat au Département de la Justice et le juge Cordero, en qui il avait trouvé un docile instrument de ses volontés.

« Bientôt je récusai ce juge de nouveau, mais comme toujours ce fut peine perdue, et pourtant, comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire à Vo-



tre Excellence, il est de principe dans la législation du Mexique qu'un juge une fois récusé dans une affaire ne peut plus continuer à en connaître.

"Voyant que toutes mes démarches n'aboutissaient pas, je donnai connaissance de l'affaire à M. le maréchal Bazaine; il me fut répondu qu'elle était du ressort du Ministre et qu'en conséquence ma demande lui avait été transmise.\* Je revenais donc forcément à la Légation où, en dépit des meilleures intentions, que certes je n'ai jamais mises en doute, je n'obtenais aucun résultat définitif.

"Il fallait cependant mettre un terme à l'arbitraire du juge Cordero qui venait encore de nommer comme curateur *ad litem* M. Hilario Elguero, *secrétaire général du Conseil d'Etat*, avocat, lui aussi, de la partie adverse; nomination contre laquelle je protestai énergiquement et qui un mois plus tard fut révoquée par le même juge.

"Je restais convaincu d'un autre côté, que les instances de Mr. le Ministre devaient inévitablement rencontrer une résistance systématique auprès de Mr. Fernando Ramirez, Ministre des Affaires Etrangères, étroitement lié d'intérêts avec MM Lizardi et Valle, et qui d'ailleurs n'a jamais fait preuve d'un libéralisme outré envers les étrangers. Je voulus donc porter plus haut mes plaintes et sollicitai une audience de l'Empereur.

"Sa Majesté, qui avait bien voulu se faire instruire des détails de mon affaire, me fit concevoir qu'elle aurait un prompt règlement et daigna m'apprendre que Tavera avait été destitué précisément à cause du concours qu'il y avait apporté. En effet, dans la même semaine sa démission paraissait au journal officiel.

"Mais que pouvaient les promesses impériales, quand le concours de ceux-là mêmes sur qui on devait compter pour leur accomplissement, était d'avance assuré à Lizardi et Valle? J'ai déjà nommé D. Fernando

"Corps expéditionnaire du Mexique.—Cabinet du Maréchal commandant "en chef.—Num.1212.—Mexico 23 septembre 1865.—Monsieur,—En "réponse à votre lettre du 15 courant, j'ai l'honneur de vous informer, "qu'en votre qualité de sujet français, n'appartenant pas à l'armée, vous "dépendez directement de Monsieur le Ministre de France auquel il appartient de protéger les intérêts des sujets français; c'est donc à lui et "non à Monsieur le Maréchal, que vous devez vous adresser dorénavant; "en conséquence votre réclamation a été renvoyée à Monsieur le Ministre de France pour lui donner la suite qu'elle comporte.

"Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération.

Le chef d'Escadron, chef du Cabinet.

L. DE NOUE.

Monsieur Angel de Lizardi.

Ramirez et D. Hilario Elguero, j'ajouterais, comme pouvant exercer par sa position une influence funeste à mes intérêts, Mr. José M. Lacunza, président du conseil d'Etat, lequel a paru dans le procès comme avocat de la partie adverse.

"Comment expliquer autrement que ces promesses soient restées jusqu'aujourd'hui sans résultat?

"Et voilà comment les choses se passent dans un pays où la France exerce un contrôle souverain!

"Veuillez pardonner, Monsieur le Ministre, la liberté que j'ai prise d'entretenir si longuement Votre Excellence de cette affaire: si je vous ai exposé les faits dans toute leur vérité et dans tous leurs détails, c'est que je n'y vois pas seulement une question purement personnelle, mais bien une question de principe et comme telle, digne de toute votre sollicitude; mais quelque soit leur importance au point de vue de l'idée qu'on doit se faire sur la manière dont la justice est administrée au Mexique par suite de l'arbitraire de la procédure et de la partialité des juges, c'est principalement sur la question de droit que je me permettrai d'appeler l'attention de Votre Excellence.

"Il importe peu, en effet, que la justice soit bien ou mal rendue à mon égard par les tribunaux mexicains, lorsque ma qualité de Français me met, dans le cas qui nous occupe, complètement en dehors de leur action.

"J'ai cité l'article 3 du Code Napoléon. Cet article conçu en termes formels renferme un principe qui domine la matière; ainsi, et sur ce point il ne saurait y avoir de doute, la juridiction des tribunaux mexicains doit être rejetée; mais admettons pour un moment cette juridiction, et bien plus, que les choses se soient passées d'une façon légale. Le Code Napoléon ne dit-il pas "*article 170: le mariage contracté en pays étranger entre Français &c., sera valable s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63 &c.*" Or quelles sont ici les circonstances qui ont accompagné la célébration du mariage?

"D'abord, opposition y fut faite par les demandeurs en interdiction; le mariage eut lieu néanmoins; une demande en nullité fut adressée au tribunal ecclésiastique appelé seul au Mexique à connaître de la question; après mûr examen, cette demande fut rejetée et le mariage déclaré parfaitement valide.

"Si nous consultons l'article 476, nous trouvons que le mineur est émancipé de plein droit par le mariage; ce qui n'est que la reproduction d'un principe admis dans toutes les législations et formulé ainsi dans le droit romain "*habilis ad nuptias, habilis ad matrimonii consequentias.*" Et en confrontant cet article avec l'article 509 qui assimile l'interdit au mineur, on rentre forcément dans le principe du *Statut personnel*.



"Donc, soit que l'on s'appuie sur le principe de l'article 3 sus-mentionné et qu'on demande l'annulation des décisions des tribunaux mexicains, soit qu'en acceptant ce qui a été fait, on m'applique le bénéfice de l'article 170, la conclusion est la même et également rigoureuse dans les deux cas.

"En conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien donner des ordres pour que l'état de choses actuel cesse, que l'arrêt d'interdiction soit levé au plus tôt et que ma fortune me soit enfin livrée.

"J'ai l'honneur d'être, etc.

Mexico, le 28 novembre 1865."

Quelques jours plus tard, je remis à la Légation la requête suivante:

"A Son Exc. M. A. Dano, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, etc.

Mexico, le 4 décembre 1865.

Monsieur le Ministre,

"J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon mariage contracté à la date du 13 août dernier vient enfin après de longs débats judiciaires d'être déclaré valide comme l'attestent les deux pièces ci-annexées (certificat du mariage et expédition du jugement rendu par l'autorité ecclésiastique déclarant sa validité). Quelle est désormais la position qui m'est faite par ce jugement vis-à-vis de ceux qui ont prétendu faire prononcer mon interdiction? C'est ce que je me propose d'exposer brièvement à Votre Excellence.

L'article 3 du Code Napoléon est ainsi conçu:

"Art. 3.—§ 3<sup>e</sup>.—"Les lois concernant l'état et la capacité des personnes, régissent les français même résidant en pays étranger."

Le principe est rigoureux, la loi française m'est donc seule applicable. Or que dit l'art. 170 du même Code?

"Art. 170.—Le mariage contracté en pays étranger entre français, &c, sera valable s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par la loi."

"D'un autre côté l'art. 476 déclare le mineur émancipé de plein droit par le mariage, et en le rapprochant de l'art 509 qui assimile l'interdit au mineur, il en résulte d'une manière claire et logique que toutes les poursuites faites antérieurement à mon mariage et dans le but de faire prononcer mon incapacité doivent être considérées comme nulles et non avenues.

"Après des dispositions aussi explicites, il est inutile de m'arrêter à citer les termes mêmes du jugement rejetant formellement après ample in-

formation, la question d'incapacité et concluant par déclarer le mariage valide.

"Aussi, je me bornerai aujourd'hui à réclamer l'intervention diplomatique de Votre Excellence pour faire cesser les poursuites aux quelles le juge Cordero persiste à donner cours et pour hâter le règlement des comptes de tutelle par la présentation des testaments dont je l'ai déjà entretenue précédemment.—J'ai l'honneur d'être, etc."

Convaincu de reste que les bonnes intentions du Représentant de l'Empereur n'opposeraient qu'un faible obstacle aux intrigues et aux manœuvres criminelles de Lizardi et Valle, j'élevai le 22 décembre au Ministre de la Justice un exposé clair et succinct de mes griefs. En protestant énergiquement contre la conduite coupable du juge Cordero à mon égard, je réservais d'une manière formelle mes droits contre le gouvernement pour les abus et les vexations dont j'avais été victime de la part de ses agents. Je demandais encore que, faute d'une loi expresse, une disposition ministérielle vint déclarer l'incompétence des tribunaux mexicains dans la question de Statut et de capacité personnelle, et par conséquent la nullité de tout ce qui avait été fait.

Mes démarches restèrent sans résultat aucun; ma demande ne fut pas prise en considération. Et comment en aurait-il été autrement? Le Lic. F. Tavera avait été destitué, il est vrai, mais on n'avait pas pourvu à son remplacement; de sorte que, comme par le passé, il disposait de tout au Département de la Justice.

Aussi dus-je porter ailleurs mes réclamations. Dans diverses entrevues que m'accorda M. le capitaine Ed. Pierron, chef du cabinet de l'Empereur et son secrétaire particulier, il me manifesta de la bienveillance et de l'intérêt; ayant pris connaissance de l'affaire dans ses moindres détails, il voulut bien se charger de la mettre de nouveau sous les yeux de Sa Majesté et d'obtenir les ordres nécessaires à sa prompte solution.

En effet, bientôt eut lieu la nomination d'un inspecteur ou délégué spécial. Plus loin nous aurons occasion de voir comment on faussa une mesure dont j'attendais à bon droit les plus heureux résultats.

Cependant, je fis parvenir à M. le Ministre des Affaires Etrangères, prédécesseur de Votre Excellence, une nouvelle plainte fondée sur les dénis de justice et l'arbitraire du système de procédure suivie dans le procès en interdiction et ses incidents. Pour ne pas la reproduire *in-extenso*, je copierai une des pièces y annexées; c'est la réponse que fit judiciairement D. Manuel de Lizardi à une demande d'aliments; elle est due à S. Exc. le président du Conseil d'Etat, M. José María Lacunza, son avocat, dont elle porte la signature. Elle établit de prime-abord trois exceptions dilatoires: 1<sup>o</sup> qu'une demand



d'aliments n'est pas matière du jugement sommaire; 2º que la reddition de comptes se trouve dans le même cas; 3º qu'il doit m'être exigé caution ou nommé curateur *ad hoc* avant de me donner audience. (\*)

(Testo español.)

\* Presentado á la una y media del día de su fecha.

Señor Juez 3º de lo civil,

Manuel J. de Lizardi, en los autos promovidos por mi sobrino D. Anjel Lizardi, sobre alimentos y pago de ciertas cantidades á cuenta del dinero que dice tiene en mi casa, ante este Juzgado como mejor proceda en derecho, salvo las competentes, digo: que en el escrito de que se me ha corrido traslado, el espresado D. Anjel solicita de mí dos cosas: 1ª unos alimentos de quinientos pesos mensuales; 2ª que por cuenta suya pague yo además algunas cantidades por los gastos que ha hecho para poner casa. El traslado por tres días y la falta de conciliación intentada, indican que se pretende que el juicio sea sumario.

Lo primero que aparece es, que el juicio no debe ser sumario. En cuanto á la primera petición que es la que parece haber dado ocasión á este orden de juicio, es de advertir, que el juicio de alimentos no siempre es sumario, solo tiene este carácter en uno de dos casos: 1º cuando los alimentos son debidos por ley ó equidad; 2º cuando lo son por contrato ó testamento, pero solo se disputa la cantidad de ellos. En ninguno de los dos casos estamos. Mis relaciones de parentesco con D. Anjel no me constituyen en el caso de que por ley ó equidad le deba alimentos, y él mismo no los solicita como pariente. El los pide porque dice que yo tengo sus bienes.

Permitiendo que así fuera, pediría los alimentos por el contrato que hubiera colocado sus bienes en mi poder, ó por el testamento que le diera derecho á esa herencia que yo tuviese: mas como yo niego que por contrato ó por herencia tenga derecho D. Anjel á tales alimentos, nace la cuestión no solo sobre la cantidad como espresa la ley, sino sobre el derecho mismo. Tendré yo razón ó la tendrá mi sobrino, pero el juicio en que esto se decida no es sumario. Respecto de la segunda cosa pedida, á saber el pago por mí de lo que á sus acreedores adeuda el actor, es todavía menos sumario el juicio por su naturaleza, pues depende de la liquidación de si hay ó no en mi poder cantidades de que pueda actualmente disponer mi sobrino, y esta prueba y esta liquidación, en la forma que se ha pedido, no es de juicio sumario.

Lo segundo que aparece en la demanda es la inseguridad del juicio. De orden de este mismo juzgado se ha publicado un aviso manifestando que todo contrato celebrado con D. Anjel queda sujeto á las resultas de la demanda de sus hermanos para que se le ponga curador. Mas en un juicio hay un cuasi contrato, y por lo mismo quedaria sujeto á las resultas de aquella demanda, lo que le haria inseguro; es claro que yo no puedo ser obligado á litigar en esta incertidumbre, y que estoy en mi derecho para pedir ó que se me caucionen con una fianza las resultas del juicio contra toda eventualidad, ó que se provea á mi sobrino de legítimo representante, aunque sea solo para este juicio, ó que el juzgado declare, que para este asunto cesan los efectos del mencionado aviso y decreto que lo motivó.

Apareciendo además, que D. Anjel toma el carácter de extranjero, debe hacerse constar su certificado de matrícula, espedido por el Ministerio de Relaciones.

Versando estos puntos, ya sobre el orden del procedimiento, ya sobre la personalidad del actor y por consiguiente sobre la seguridad del juicio mismo, son preliminares y constituyen excepciones dilatorias de previo especial pronunciamiento. Por lo mismo, y protestando contra todas las especies vertidas en el escrito de D. Anjel. que sean ofensivas á mi buen nombre y que me suponen muy falsamente miras é intenciones que no tengo

Je crois inutile de descendre à refuter des arguments aussi méprisables; la publicité est tout le châtiment qu'ils méritent.

(Traduction littérale)

Présenté le jour de sa date à une heure et demie de l'après-midi.

M. le troisième juge du Civil.

Je soussigné Manuel J. de Lizardi, dans la demande que ma intentée mon neveu Angel de Lizardi relative à une provision alimentaire et à ce que je paie pour son compte certaines sommes sur l'argent qu'il suppose lui appartenir et qui se trouverait en mon pouvoir, après les protestations d'usage, déclare devant vous en toute forme de droit: que dans la demande dont on m'a donné connaissance, il apparaît que le dit sieur Angel réclame de moi deux choses: 1º que je lui vers à titre de pension, cinq cents piastres par mois; 2º que je paie pour son compte quelques sommes d'argent qu'il a dépensées pour s'établir.

La remise des pièces pour trois jours seulement, et l'omission de la conciliation indiquent que l'on prétend donner à la question le caractère d'une procédure sommaire.

Il me faut donc prouver qu'il n'y a pas ici matière à un jugement sommaire.

Relativement à l'objet du premier point de la demande qui semble plus particulièrement motiver la voie extraordinaire dans les poursuites, il est à observer que les demandes d'aliments ne donnent pas toujours lieu au jugement sommaire. Elles ne sont susceptibles de prendre ce caractère que dans deux cas seulement. Le premier quand les aliments sont dûs en vertu d'une loi ou par équité, le second quand c'est en vertu d'un contrat ou d'un testament, et que la discussion ne porte que sur le chiffre. Or nous ne nous trouvons ici dans aucun de ces deux cas. Les liens de parenté qui m'unissent à D. Angel ne me mettent ni par équité, ni d'après aucune loi, dans l'obligation de lui fournir une pension alimentaire; ce n'est pas non plus à ce titre qu'il la réclame de moi, mais bien parce qu'il prétend que je retiens sa fortune en mon pouvoir.

En admettant qu'il en fût ainsi, il ne pourrait m'exiger une pension alimentaire qu'en vertu de l'acte qui eût placé ses biens entre mes mains ou du testament qui lui donnât droit à cet héritage. Mais comme moi, je nie que par contrat ou par testament, D. Angel ait droit à tels aliments, la question qui surgit de ma négative, repose non seulement sur le chiffre comme la loi l'exprime, mais aussi sur le droit lui-même. La raison sera de mon côté ou de celui de mon neveu; mais la décision ne saurait être l'objet d'un jugement sommaire.

Relativement au second point, c'est-à-dire au paiement de ce que doit le demandeur à quelques créanciers, c'est encore là beaucoup moins matière d'un jugement sommaire puisqu'il dépendra de la liquidation, savoir si j'ai ou si je n'ai pas en mon pouvoir un solde quelconque dont puisse disposer D. Angel. Liquidation et preuve qui ne peuvent non plus être l'objet d'une instance sommaire.

Ce que l'on remarque en second lieu, c'est l'insécurité de la demande. Par votre ordre, M. le juge, il a été publié un avis assujétissant tout contrat célébré par D. Angel au résultat du procès que lui ont intenté ses frères afin de le pourvoir d'un curateur. Or dans une instance judiciaire, il y a un quasi-contrat qui se trouverait soumis au résultat de la demande en interdiction, il y a donc insécurité dans le procès. Il est clair qu'on ne saurait me forcer à me présenter en justice autant que cette insécurité existe et que j'ai le droit d'exiger que le résultat définitif de l'instance me soit cautionné contre toute éventualité à ma satisfaction; ou bien que l'on nomme à mon neveu un représentant légal *ad hoc* à moins que vous ne déclariez nuls les avis publiés par votre ordre et l'arrêt qui s'en est motivé, sans effet aucun dans cette affaire.



Que D. Manuel de Lizardi parle encore de sa bonne foi, et de la loyauté de ses intentions à mon égard, et on saura quelle confiance attacher aux sentiments dont il fait parade!

Mais grâce à la partialité des juges, et au déplorable état de l'administration de la justice, ces misérables chicanes ont tout arrêté; et ces trois incidents préalables présentés comme ils le sont et soutenus par la position pécuniaire de mon ex-tuteur unie à l'influence que donne à ces avocats une haute position officielle, empêcheront en définitive d'arriver jamais à une reddition de comptes. Tel est du reste l'objet avoué de leurs efforts.

En fin, le 29 août dernier j'ai dû protester auprès du Gouvernement français contre l'arrêt du délégué spécial me nommant un curateur et prononçant mon interdiction. Puis le 12 octobre j'ai adressé au Représentant de l'Empereur à Mexico la requête suivante.

«A Son Exc. M. A. Dano, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, etc.

Mexico, le 12 octobre 1866.

«Monsieur le Ministre,

«Par ma requête du 4 décembre dernier accompagnée du certificat de mon mariage et du jugement qui déclare sa validité, après avoir cité les dispositions du Code Napoléon à mon appui, j'invoquais l'intervention diplomatique de Votre Excellence pour faire cesser les poursuites du juge Cordero et pour faire hâter la reddition des comptes de tutelle.

[Testo español.]

ni he tenido jamas, pues siempre he procurado, mas por un afecto casi paternal, que por obligacion, el mayor bien de Anjel, que tan ingratamente me ataca hoy, sobre lo que por ahora no quiero estenderme mas.

Al juzgado suplico, formando sobre ello artículo de especial pronunciamiento, se sirva declarar: 1º que el presente juicio, aun sobre los alimentos, es ordinario y como tal debe intentarse y seguirse: 2º que debe caucionar el éxito del juicio: 3º que debe de hacerse constar la carta de seguridad de D. Anjel.—Pido justicia y costas.

México, Noviembre 10 de 1865 —Firmado.—Manuel J. de Lizardi.—Firmado.—Lic. José María de Lacunza.

«Permettez-moi de vous faire aujourd'hui un court récit de ce qui a eu lieu depuis.

«D'abord, je remis, le 22 décembre à M. le Ministre de la Justice une pétition dans laquelle après un résumé du procès en interdiction j'appelais sa haute attention sur les procédés arbitraires et illégaux du juge, je protestais solennellement contre ses actes et je terminais par demander qu'il fût rendu une ordonnance d'incompétence des tribunaux mexicains et que la nullité de la procédure fût déclarée faute de juridiction des dits tribunaux. Aucune détermination formelle ne paraît avoir été prise alors, du moins aucune réponse ne m'a été faite.

«Cependant j'obtins que l'Empereur fût de nouveau instruit de l'affaire: il ordonna le 5 février suivant, qu'un délégué spécial fût nommé à l'effet d'inspecter le dossier de la cause et de lui proposer les moyens les plus convenables pour terminer l'affaire d'une manière juste et équitable. Quatre jours après, M. Mendez était saisi de l'affaire à titre d'inspecteur. Bientôt il demanda et obtint que ses pouvoirs lui fussent amplifiés et il prit le titre de juge spécial et extraordinaire du procès et de ses incidents.

«Comment se comporta le nouveau juge? C'est-ce que je me propose d'examiner avec Votre Excellence. Il commença par me faire accorder une provision alimentaire, insuffisante sans doute, mais que je dus accepter alors pour éviter de plus longues contestations sur ce sujet; puis il reprit la procédure où l'avait laissée Cordero, dont-il ne tarda pas à suivre les errements jusqu'à prononcer mon interdiction et à me nommer un véritable curateur sous le titre de *consultor*, mot nouveau et dont

(Traduction littérale.)

Comme D. Anjel prend le titre d'étranger, on doit exiger de lui la présentation de son certificat matricule expédié par le Ministère des Affaires Étrangères.

Les points qui précèdent roulent sur le mode de procédure à suivre et sur l'état personnel du demandeur et par suite sur la sécurité même de l'instance; ils doivent donc être préalablement résolus puisqu'ils constituent des exceptions dilatoires sur lesquelles il doit être d'abord prononcé spécialement et séparément.

A cet effet, et protestant comme je fais contre toute expression de D. Anjel qui pût être offensante envers moi en m'attribuant à tort des vices que je n'ai pas et que je n'ai jamais eues à son égard; puisque par amour paternel bien plus que par obligation, j'ai toujours travaillé au bonheur et au bien être d'un neveu qui aujourd'hui m'attaque avec tant d'ingratitude; point sur lequel je m'abstiens de m'étendre davantage pour à présent.

En conséquence, je vous prie d'ordonner, et je forme sur ces points deux articles (exceptions dilatoires) pour qu'il y soit séparément prononcé 1º que la présente demande soit déclarée matière à procédure ordinaire; 2º qu'il me soit fourni caution spéciale pour ma garantie; 3º que D. Anjel soit astreint à exhiber sa carte de sûreté comme étranger. Je réclame justice avec dépens.

México, le 10 octobre 1865.—Signé.—Manuel J de Lizardi.—Lic. José María Lacunza



personne dans le barreau mexicain n'a pu me donner le sens exact et dont la significacion légale est inconnue.

"Donc, le juge Cordero par une incroyable pétition de principe m'avait d'abord interdit sans m'entendre, et plus tard l'avocat Mendez a cru devoir confirmer cette disposition pour couvrir sans doute son collègue et son devancier dans l'affaire.

"Des citations profuses d'auteurs Français, Espagnols et Mexicains, auxquels il a recours pour combiner ces diverses législations sur les opinions de leurs commentateurs, lui servent pour établir ses considérants nombreux autant que contradictoires. Le peu de conviction qui respire dans l'ensemble, l'espèce de tergiversation qu'on y trouve à chaque ligne indiquent qu'il a dû céder à de funestes préventions ou aux suggestions de puissants solliciteurs.

"En effet, quelques doctrines incertaines, quelques interprétations de légistes que l'on choisit à son gré ne sont à tout prendre que des opinions personnelles faciles à réfuter par d'autres, et leur application dans l'espèce, quand il s'agit de fonder un arrêt, n'est ni juste ni possible car dans aucun cas elles ne sauraient avoir force de loi. N'est-il pas de principe que tout jugement ne doit être rendu que sur le texte rigoureux et littéral de la loi? En vain M. Mendez qualifie de meilleurs publicistes les légistes dont il appelle les opinions à son secours; celles-ci n'en sont pas moins des autorités sans valeur pour motiver un arrêt judiciaire.

"D'un autre côté, à défaut sans doute de loi mexicaine sur la matière, le délégué spécial a prétendu fonder sa sentence sur la législation française; mais c'était encore pour en violer ouvertement les dispositions les plus claires et les plus précises. L'article 492 du Code Napoléon ne dit-il pas que toute demande en interdiction sera portée devant le tribunal de première instance? Et l'article 494, que le conseil de famille sera convoqué et donnera son avis, l'article suivant exclut de la délibération ceux qui auront demandé ou provoqué l'interdiction. L'article 498 ordonne que le jugement ne pourra être rendu qu'en audience publique. Enfin l'article 515 du même Code, porte littéralement: « Art. 515. Aucun jugement en matière d'interdiction ou de nomination de conseil, ne pourra être rendu soit en première instance soit en cause d'appel que sur les conclusions du ministère public. »

"Or, que s'est-il passé? Le conseil de famille n'a pas été convoqué, le ministère public n'a pas été entendu et au lieu de l'audience et des débats publics et de toutes les garanties dont s'entourne un tribunal français pour rendre une décision sur une matière si délicate, c'est une procédure infame et des poursuites ténébreuses que nous retrouvons ici, et nous voyons le licencié Mendez prononcer un jugement scandaleux

dans le mystère du cabinet et à son heure et son jour. C'est à la fois une violation flagrante du droit international et du droit public français, et une attaque directe contre ma personne, destinée à confirmer mon humiliation et mon déshonneur.

D'ailleurs comment admettre qu'un juge mexicain puisse légalement prononcer un jugement d'après les lois françaises dont il ignore l'esprit, le texte aussi bien que le mode d'application.

Serait-ce parce que c'est un français qui est en cause que l'on prétendrait lui appliquer les dispositions des Codes français? Semblable considération pourrait mener loin dans la pratique, puisque tout autre étranger peut se trouver en cause dans un cas analogue.

Il est des prétentions tellement ridicules par elles mêmes qu'on ne saurait raisonnablement les réfuter d'une manière sérieuse. Tous les principes du droit et de la justice ont donc été également violés à mon égard; mais quand même toutes les formalités de la loi eussent été remplies, je n'en réclamerais pas moins énergiquement le bénéfice que m'accordent l'article 3 du Code Napoléon et le droit international privé. Dans la question d'état et de capacité les tribunaux français sont seuls mes juges naturels et je ne suis justiciable que des lois qui régissent la matière d'après la législation française. Or, si l'incompétence d'un tribunal ordinaire de ce pays est patente, à combien plus forte raison doit l'être celle d'un juge spécial et extraordinaire; et si je ne suis justiciable que des lois françaises ce n'est certes pas par l'entremise d'un juge mexicain. Et si par le plus incroyable abandon, on en était réduit à admettre la juridiction des tribunaux mexicains, ce serait en vertu des lois du pays qu'ils auraient à prononcer leur jugement. Or nous avons vu qu'elles n'admettent pas de *consultor* et par conséquent n'en définissent ni les attributions ni les facultés. Dans l'un comme dans l'autre cas, la conclusion est également rigoureuse et la sentence de D. Luis Mendez est frappée de nullité. J'ai dû en appeler par devant la seconde chambre du tribunal supérieur présidée par M. Ig<sup>o</sup> Solares et l'affaire est fixée au 23 courant.

Naturellement la première question à décider semblerait devoir être celle de la compétence ou incompétence des tribunaux mexicains; mais mon avocat, qui m'a en même temps été donné pour *consultor*, m'a catégoriquement refusé, et pour cause, de plaider l'incompétence: circonstance qui me fait craindre que le résultat de l'appel n'aggrave encore ma situation par la nomination d'un tuteur ou d'un curateur, dont les fonctions sont les seules reconnues par les lois mexicaines.

J'éprouve donc le besoin de protester encore de nouveau auprès de Votre Excellence, contre tout ce qui a été fait et qui tout ce qui pourra se faire à mon préjudice, et je la prie d'élever officiellement à qui de droit mes protestations pour qu'elles produisent en ma faveur tous les



effets légaux que je suis en droit d'en attendre, et afin qu'on ne puisse jamais alléguer mon silence comme une admission tacite d'une juridiction que je méconnaissais et que je méconnaîtrai toujours.

"Dans des circonstances que je pourrais citer, les prédécesseurs de Votre Excellence ont toujours soutenu l'incompétence des tribunaux mexicains dans les questions d'état personnel de leurs nationaux: comment supposer que l'unique exception qui viendrait contrarier les précédents établis, fût celle que fournirait ce cas extraordinaire. Serait-ce donc parce que l'on a su prévenir contre moi l'esprit de tous ceux que se sont occupés de cette affaire? Serait-ce parce que je me trouve faible et isolé en face d'ennemis puissants auxquels une grande influence rend faciles les intrigues les plus coupables? C'est là une supposition à laquelle je ne saurais m'arrêter.

"Dernièrement j'ai adressé à Son Exc. Mr. T. Lares, Ministre de la Justice, une nouvelle pétition destinée à compléter celle du 22 octobre et à lui demander de nouveau qu'il déclare l'incompétence des tribunaux mexicains dans l'affaire d'interdiction. Je prie Votre Excellence de vouloir bien appuyer ma demande de tout les poids de sa puissante influence diplomatique afin que les ordres nécessaires viennent mettre un terme à ce scandaleux procès.

"Dans l'espérance que Votre Excellence daignera me faire rendre justice par la solution favorable à la funeste situation où je me trouve,

"J'ai l'honneur d'être etc."

L'affaire a été plaidée en appel le 23 octobre; renvoyée en première instance pour plus ample informé, elle se trouve encore une fois indéfiniment ajournée.

En résumé, une instruction qui dure depuis dix-huit mois après un arrêt provisoire d'interdiction est une injustice flagrante et m'a causé un tort irréparable. Si l'on prolonge encore pendant quelque temps cette procédure inique, je suis ruiné sans ressource, deshonoré pour toute ma vie, sans aucun recours, puisque les lois mexicaines n'admettent ni dommages-intérêts ni responsabilité aucune dans la matière.

Il eût presque autant valu pour moi être condamné et dépouillé définitivement le premier jour qu'absous deux ou trois ans après le commencement de ce procès infame, alors que l'héritage paternel sera ou dissipé ou mis hors de mes poursuites et des atteintes de la loi.

Ce que Montesquieu disait (discours prononcé à la rentrée du parlement de Bordeaux) est d'une rare application au cas présent et à la manière révoltante dont on administre la justice dans ce pays.

"Il faut encore que la justice soit prompte. Souvent l'injustice n'est pas

"dans le jugement, elle est dans les délais: souvent l'examen a fait plus de tort qu'une décision contraire".....

.....Et plus loin.....

"Autrefois les gens de bien menaient devant les tribunaux les hommes injustes, aujourd'hui se sont les hommes injustes qui y traduisent les gens de bien. *Le depositaire a osé nier le dépôt*, parce qu'il a espéré que la bonne foi craintive se laisserait bientôt de le demander en justice, et le ravisseur a fait connaître à celui qu'il opprimait, qu'il n'était point de sa prudence de continuer à lui demander raison de ses violences. On a vu (ô siècle malheureux!) des hommes injustes menacer de la justice ceux à qui ils enlevaient leurs biens, et apporter pour raisons de leurs vexations, la longueur du temps et la ruine inévitable à ceux qui voudraient les faire cesser."

En conséquence, Monsieur le Ministre, je prie de nouveau Votre Excellence de donner des ordres pour que la juridiction des tribunaux mexicains soit pour toujours écartée dans la question d'interdiction: que tout ce qui a été fait soit déclaré nul et sans valeur aucune et que la reddition des comptes de tutelle soit exigée à mon ex-tuteur par l'intervention de la Légation de France à Mexico, car vu l'état des choses et les abus sans nombre de la justice du pays, cette affaire est purement et exclusivement du ressort du Ministre de l'Empereur, d'une autre façon, si elle devait aller en justice réglée je serais inévitablement ruiné, dépouillé et deshonoré pour toujours.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, avec le plus profond respect,

DE VOTRE EXCELLENCE

le très-humble et très-obéissant serviteur,

ANGEL ADRIEN DE LIZARDI.

Mexico, le 10 décembre 1866.



